



Conseil économique et social

Distr. générale
4 août 2011
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2012
30 janvier-8 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
des organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social présentés par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social Ecológica y Cultural	3
2. Fondation Hariri	4
3. Human Appeal International	6
4. Human Rights Congress for Bangladesh Minorities	8
5. Human Rights Information and Documentation Systems International	9
6. Interact Worldwide	11
7. Association internationale des avocats et juristes juifs	13
8. Association internationale des écoles de travail social	15
9. Association internationale du barreau	16
10. Union catholique internationale de la presse	18
11. Centre international pour le commerce et le développement durable	20
12. International Eurasia Press Fund	22



13. Fédération internationale des travailleurs sociaux	23
14. International Fellowship of Reconciliation	25
15. Fédération internationale du vieillissement	27

1. Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social Ecológica y Cultural

Spécial, 2007

Introduction

La Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social Ecológica y Cultural (Fédération internationale d'associations d'aide sociale, écologique et culturelle) est une organisation non gouvernementale (ONG), constituée en une fédération internationale de 30 associations de 14 pays d'Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du Nord.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation encourage et promeut parmi ses membres associés (qui sont les associations fédérées), et auprès de l'ensemble de la communauté en général, le développement des valeurs humaines suivantes : solidarité, vérité, spiritualité, tolérance et unité, aide sociale aux plus démunis; écologie et protection de l'environnement; et la culture en général.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé et contribué au projet d'échange « Argent contre travail », cofinancé par le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Plan national de la Présidence de la République dominicaine; elle a invité des représentants de l'Organisation des Nations Unies à donner en République dominicaine en 2008 des conférences sur la prévention de la dengue, l'eau potable et la prévention du VIH et des maladies sexuellement transmissibles; en ce qui concerne la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, elle a apporté un vigoureux soutien au Sommet de Copenhague tenu pour marquer l'achèvement de la quinzième Conférence mondiale organisée en décembre 2009 par l'Organisation des Nations Unies pour débattre des changements climatiques (voir www.copmoving.org); et elle organisé le sixième Congrès sur le thème « La culture pour la paix » tenu du 7 au 14 juillet 2010 en République dominicaine, avec la participation de 620 représentants de 14 pays, qui a activement promu l'éducation aux valeurs de la paix pour soutenir les objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de la Fédération ont assisté aux réunions consacrés aux thèmes « Rendre la combinaison de vaccins plus accessible » (New York, 29 octobre 2010) et « Une action des citoyens peut-elle sauver le monde? » (21 octobre 2010, Siège de l'Organisation des Nations Unies). Des représentants ont également assisté aux réunions par le biais des webcasts suivants : « Il ne suffit pas de classer : il faut mesurer l'université » (20 octobre 2010); « Le rôle de l'entrepreneuriat dans la réalisation et la durabilité des objectifs du Millénaire pour le développement » (15 novembre 2010) et « La réforme de l'architecture monétaire et financière internationale » (9 décembre 2010).

Coopération avec les organes des Nations Unies

Participation au Forum universel des cultures (Monterrey, Mexique, 2007).

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

a) L'organisation a mené à bien des programmes spécialisés connus sous le nom de centres pour le développement social et l'assistance sociale, dont trois en République dominicaine (2004-2010); elle a construit et appuyé huit cantines maintenues par des parrainages et des dons, dont 2 000 enfants bénéficient chaque année (1993-2010); elle a administré des soins médicaux et dentaires, réalisé des programmes de vaccination et distribué de la nourriture et des vêtements à des personnes vivant dans une extrême pauvreté (1993-2010).

b) Elle a effectué des campagnes d'éducation et de sensibilisation pour prévenir l'abus de drogues, d'alcool et de tabac ainsi que la violence (1977-2010); distribué chaque année à 2 000 enfants des fournitures scolaires, leur a accordé une aide spéciale pour les problèmes d'apprentissage et leur a fourni un certificat de naissance officiel; elle a réalisé des campagnes d'alphabétisation aux États-Unis, en République dominicaine et dans l'État plurinational de Bolivie (1992-2010); apporté un appui psychologique et juridique aux femmes et aux filles exposées à la violence; dispensé aux parents une éducation en matière d'égalité des sexes (1992-2010); et mené des enquêtes sur la prévention de la violence et de l'inégalité entre les sexes (février-juillet 2009).

c) L'organisation a lutté contre la faim et la malnutrition chez les enfants; éduqué les parents sur les mesures de précaution à prendre pour prévenir et détecter les maladies (1992-2010).

d) Elle a dispensé une aide spéciale en cas de catastrophe, comme l'aide aux victimes du séisme en Haïti (2010) et aux victimes de la tempête tropicale Noël dans la zone de Santa Rosa (Bani) en République dominicaine (novembre 2007); elle a mené des campagnes de prévention de l'hydrocéphalie (1995-2010) et du diabète (2005-2010); et distribué gratuitement de l'insuline et des valves d'hydrocéphalie dans l'État plurinational de Bolivie, en République dominicaine et au Pérou.

e) Elle a mené des campagnes gynécologiques chez les femmes pour prévenir les maladies et promouvoir la surveillance prénatale pendant la grossesse dans l'État plurinational de Bolivie (1995 à 2010) et en République dominicaine (2004-2010); dispensé une éducation sur la nutrition saine dans 14 pays (1995-2010); organisé des cours d'éducation sexuelle pour adolescents et adultes dans 14 pays (1980-2010); et mené des campagnes de lutte contre les moustiques pour prévenir la fièvre dengue et le paludisme dans l'État plurinational de Bolivie et en République dominicaine (2006-2010).

2. Fondation Hariri

Spécial, 2003

Introduction

La Fondation Hariri pour le développement humain durable est une ONG libanaise qui a été créée en 1979 par le Premier Ministre Rafik Hariri. À ce jour, la

Fondation a exécuté, en partenariat avec plus de 90 organisations locales, régionales et internationales, plus de 200 projets qui sont conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation se consacre à la mobilisation des ressources (humaines et en capital) et à l'unification des efforts par le biais d'un partenariat global, et d'un modèle de collaboration qui vise à atteindre un état de développement humain durable.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Dans le cadre de l'examen des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et à la lumière des recommandations du Sommet des objectifs du Millénaire, la Fondation a entrepris un certain nombre d'initiatives qui prennent en considération les éléments suivants : le rôle de la société civile dans le suivi de la mise en œuvre des Objectifs; le rôle des politiques locales et des stratégies nationales dans le processus de développement; et les effets de la crise quadruple sur la capacité des pays membres du Comité d'aide au développement de remplir leurs obligations en matière d'aide et de créer des programmes alternatifs de financement des projets de développement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation contribue aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes sous diverses formes et par diverses initiatives.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Réunions du Conseil consultatif du PNUD (Le Caire), le 8 septembre 2007; Réunions annuelles des Ambassadeurs de bonne volonté de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les 3 avril 2007, 20 mai 2008 et 24 juin 2010 au siège de l'UNESCO (Paris); Conférence régionale de l'UNESCO sur une éducation de qualité pour tous, 25 août 2008 (Paris); Forum des parlementaires arabes pour l'éducation, 21 et 22 juillet 2008 (Beyrouth), organisé par l'UNESCO, en coopération avec l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, le Bureau arabe de l'éducation pour les États du Golfe et la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Fondation participe actuellement à un certain nombre d'initiatives avec les principaux organismes des Nations Unies comme la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Banque mondiale et le PNUD. Elle coopère, en particulier, avec la Banque mondiale à un projet visant à développer un guide pour le centre historique de Saïda (2008); à un projet avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme intitulé « Atteindre l'égalité sur le marché libanais des TIC » (2004-2009); et a un projet avec la Banque mondiale et le Conseil pour la reconstruction et le développement, visant à développer le secteur de l'huile d'olive dans le Sud-Liban (2006-2008).

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Lancement d'une campagne médiatique intitulée « Khede Kasra » qui vise à sensibiliser le public à l'inégalité des sexes dans le pays et à travers les classes sociales.

Sous la rubrique « La mobilisation des jeunes et le développement dans Beyrouth et sa banlieue », la Fondation a travaillé avec divers partenaires sur la réhabilitation de l'infrastructure physique dans deux bidonvilles de Beyrouth, tout en recherchant une solution à un certain nombre de problèmes environnementaux tels que les déchets produits par les boucheries illégales et des égouts bouchés.

Informations complémentaires

La Fondation a soumis au Comité des ONG, lors de sa session ordinaire 2011, une demande de changement de nom. Le nouveau nom de l'organisation est la Fondation Hariri pour le développement humain durable. Le présent rapport étant soumis pour la période 2007-2010, le nom de l'organisation est maintenu en tant que Fondation Hariri.

3. Human Appeal International

Spécial, 1991

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a lancé plusieurs projets dans les domaines suivants :

- Promotion des femmes : l'autonomisation des veuves par le biais de projets de microfinancement et en mettant en place des centres de formation scolaire et professionnelle;
- Macroéconomie et finance : l'organisation a établi un fonds spécial destiné à fournir des services de microfinancement en Afrique et en Asie et, à ce jour, plus de 2 000 familles en ont bénéficié;
- Développement social : l'organisation a alloué un budget spécial à des projets d'habitation, à la construction de centres de nutrition et d'éducation et de centres de formation professionnelle pour favoriser la jouissance par les enfants et les orphelins, en particulier, de leur droit à l'éducation.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont assisté aux réunions suivantes :

- La trentième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA) (14 février 2007, Rome);
- Les trente et unième et trente-deuxième sessions du Conseil d'administration du FIDA (13 et 14 février 2008 et 18 et 19 février 2009, respectivement, à Rome);
- La consultation annuelle du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avec les organisations non gouvernementales (25-27 juin 2008, Genève);

- La consultation annuelle du HCR avec les organisations non gouvernementales (29 juin-1^{er} juillet 2009, Genève);
- Réunion qu'elle a organisé à l'intention des Directeurs du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) aux Émirats arabes unis, participant à l'atelier sur le partenariat avec les organismes des Nations Unies lors de la réunion annuelle des bureaux locaux de l'organisation aux Émirats arabes unis (27 février 2008);

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- Un projet réalisé en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour assurer la nutrition de nourrissons et de femmes enceintes au Niger (2010); le projet général sur l'alimentation des nourrissons a été mis en œuvre en collaboration avec l'UNICEF et le PAM au Niger (2010);
- Le projet de transfert de fonds pour les nourrissons âgés de 6 à 23 mois a été réalisé en collaboration avec le PAM au Niger (2010);
- Mise en œuvre d'un projet d'irrigation agricole au Darfour, Soudan (2010), en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
- La fourniture de semences pour le projet agricole du Darfour a été réalisée en collaboration avec la FAO au Darfour, Soudan (2008 et 2010);
- Accord avec le PAM et le HCR pour fournir de la nourriture aux camps de réfugiés au Soudan oriental;
- Un projet conjoint avec la FAO à l'appui de la mise en œuvre d'un projet de vaccination et de traitement de 15 000 animaux au Darfour méridional, Soudan (2008);
- Des accords tripartites subsidiaires entre Human Appeal International et le HCR pour aider Human Appeal International à administrer les camps de réfugiés au Soudan oriental (2007-2010);
- Projet de forage de puits en coopération avec l'UNICEF au Soudan (2008);
- Projet exécuté en collaboration avec le PAM pour fournir une alimentation aux nourrissons du Niger (2007-2009);

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

- Fourniture d'une aide en espèces et d'articles ménagers à des milliers de familles et d'orphelins;
- Projet de logement et distribution de vêtements et à des milliers de réfugiés en Inde, en Indonésie, en Iraq, en Jordanie, au Liban, au Niger, au Sénégal, en Somalie, au Soudan, à Sri Lanka, dans le territoire palestinien occupé et au Yémen;
- Assistance à 1 264 personnes dans la mise en place de projets de microfinancement; l'organisation a aidé 28 662 agriculteurs à cultiver leur ferme et offert un soutien financier à 30 personnes au chômage;

- Distribution de denrées alimentaires et fourniture de sources d'eau potable à des milliers de familles et d'orphelins;
- Construction et équipement d'écoles en Bosnie-Herzégovine, en Inde, en Iraq, en Jordanie, au Kirghizistan, au Kosovo, au Niger, au Sénégal, en Somalie, au Soudan et dans le territoire palestinien occupé;
- Assistance à 557 veuves en Bosnie-Herzégovine, en Iraq, en Jordanie, au Kirghizistan, au Kosovo, au Liban, au Sénégal et au Soudan par la construction de centres de formation et la mise en place de projets générateurs de revenus;
- Vaccination contre la rougeole et création de six centres de nutrition au Niger;
- Fourniture de soins médicaux pendant la grossesse et l'accouchement à 83 587 femmes au Soudan oriental;
- Réalisation d'un programme de sensibilisation au VIH et campagnes de vaccination contre le paludisme, et offre d'équipements aux personnes handicapées en Bosnie-Herzégovine, en Inde, en Indonésie, en Iraq, en Jordanie, au Kosovo, au Kirghizistan, au Liban, au Niger, dans le territoire palestinien occupé, au Sénégal, en Somalie, au Soudan et au Yémen.

4. Human Rights Congress for Bangladesh Minorities

Spécial, 2007

Introduction

Human Rights Congress for Bangladesh Minorities est une organisation de défense des droits de l'homme et de services humanitaires pour les personnes marginalisées du Bangladesh.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Congrès a pour but de travailler avec les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes pour mettre fin à la xénophobie et à la privation sociopolitique et culturelle des minorités et d'autres personnes marginalisées au Bangladesh; de fournir une assistance pour améliorer leurs conditions de vie et de garantir la pleine jouissance de leurs droits tels qu'ils sont consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

À partir de 2009, le Congrès a parrainé des étudiants issus de populations marginalisées pour qu'ils reçoivent un enseignement supérieur et encouragé également la recherche universitaire liée aux questions de privation sociopolitique et culturelle des minorités et autres populations marginalisées du Bangladesh.

Depuis sa création, le Congrès a participé à de nombreuses activités de l'Organisation des Nations Unies et soutenu ses organisations partenaires telles que, par exemple, le Hindu Bouddha Christian Unity Council du Bangladesh, en présentant des déclarations à l'ONU. L'organisation a également des représentants auprès des organismes des Nations Unies, tels que, par exemple, le titulaire du mandat spécial du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

(HCDH). Dans le but de servir le HCDH, le Congrès a nommé Monorama Biswas pour servir comme titulaire du mandat spécial pour les personnes d'origine africaine au Conseil des droits de l'homme.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies.

En plus des activités susmentionnées, le Congrès a participé activement à des sessions de la Commission de la condition de la femme et a mené une session parallèle de la cinquante-troisième session de la Commission. Lors de la session parallèle, l'organisation a tenu des discussions en groupe sur la violence contre les femmes et les jeunes filles des minorités, au cours desquelles les participants ont souligné la nécessité d'une législation internationale pour aider à faire respecter la justice au niveau national.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En outre, l'organisation a participé à de nombreuses activités de l'Organisation des Nations Unies par le biais de son adhésion à d'autres ONG mondiales : elle est, en particulier :

- a) Signataire du Code de conduite pour le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG pour les services humanitaires, y compris mais non seulement pour les secours en cas de catastrophe (Oneworld, 2009);
- b) Partenaire du Réseau d'information des droits de l'enfant pour mettre fin à la violence contre les enfants et mettre en place des recours juridiques (2011);
- c) Membre de la coalition des ONG pour la Cour pénale internationale créée pour sensibiliser à la Cour et obtenir la ratification du Bangladesh State Party (Parti d'État du Bangladesh);
- d) Membre du Bureau international de la paix pour la paix et la justice (2006).

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités et services de base du Congrès sont conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement. De nombreuses activités de l'organisation, y compris mais non seulement ses services de plaidoyer et de réadaptation pour les femmes et les jeunes filles et ses services humanitaires pour les populations pauvres et marginalisées, répondent directement aux objectifs du Millénaire pour le développement.

5. Human Rights Information and Documentation Systems International

Spécial, 2003

Introduction

Human Rights Information and Documentation Systems International est une ONG internationale qui aide les organisations des droits de l'homme à utiliser les

technologies de l'information et les méthodes de documentation pour maximiser l'impact de leur travail de plaidoyer. Elle met au point des outils et des techniques et fournit aux défenseurs des droits de l'homme une formation et un appui personnalisés. C'est également un réseau informel, ouvert et décentralisé d'organisations de droits de l'homme qui souhaitent unir leurs expériences et leur créativité pour élaborer des normes et des outils communs de gestion de l'information.

Buts et objectifs de l'organisation

Notre vision : un monde où la puissance de l'information et de la communication est mise au service des droits de l'homme.

Notre mission : renforcer les capacités des organisations de droits de l'homme de gérer et communiquer l'information, en améliorant leur efficacité et leur crédibilité. Notre objectif : s'assurer que les organisations des droits de l'homme disposent des outils, connaissances, compétences et services d'appui nécessaires pour utiliser efficacement leurs ressources d'information.

Nos activités : a) élaborer des outils et des techniques de surveillance, de gestion de l'information et de communication, b) mettre ceux-ci à la disposition des organisations des droits de l'homme et des institutions nationales des droits de l'homme; c) renforcer les capacités de la communauté des droits de l'homme de maîtriser et d'adapter ces outils et techniques à leurs besoins spécifiques par le biais de la formation et d'autres activités; d) aider les organisations des droits de l'homme à mettre en place et à renforcer leurs systèmes d'information; e) améliorer les activités de plaidoyer en faveur des droits de l'homme et les techniques de notification; f) étendre les activités d'information sur les droits de l'homme et la capacité du réseau; et g) fournir un centre d'excellence sur les méthodes et techniques de défense des droits de l'homme.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Les buts et objectifs de l'organisation ont été modifiés au fil des années, sur la base de notre compréhension du potentiel et des besoins des organisations des droits de l'homme en matière de gestion de l'information et de documentation, de l'évolution technologique et de notre évaluation de nos propres réalisations.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En février 2009, l'organisation a tenu une conférence intitulée « Le Conseil des droits de l'homme et la Cour pénale internationale : les nouveaux défis pour les communications en matière de droits de l'homme ». Le but de cette conférence était d'examiner comment les ONG peuvent communiquer plus efficacement à ces institutions l'information sur les droits de l'homme.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux réunions de l'Organisation des Nations Unies à Genève, en particulier celles qui sont liées aux droits de l'homme (Conseil des droits de l'homme, examen périodique universel). En mars 2009, elle a organisé, lors de la session du Conseil des droits de l'homme, une réunion parallèle sur le thème « Défis de la gestion de l'information sur les droits de l'homme ».

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'organisation tient des consultations régulières avec les membres du personnel du HCDH à Genève, ainsi qu'avec le personnel des divers bureaux extérieurs du HCDH, fournissant des conseils et un soutien pour les questions de gestion de l'information et de documentation. En février 2007, en partenariat avec le HCDH et la Commission népalaise des droits de l'homme, elle a organisé deux stages de formations simultanés : un stage de cinq jours sur le suivi et l'établissement des faits pour 10 officiers népalais de la Commission et un stage de formation de cinq jours, appuyé par le HCDH et le PNUD, sur la documentation des violations, avec des participants de 10 ONG népalaises de défense des droits de l'homme. En février 2008, à la demande du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Mexique, dans le cadre d'un projet sur les droits fondamentaux des femmes, elle a organisé, à l'intention des ONG, un atelier sur la documentation des violations.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation soutient les objectifs du Millénaire pour le développement et a pris diverses initiatives dans le domaine des droits de l'homme en vue du renforcement des capacités et des outils de développement.

6. Interact Worldwide

Spécial, 2003

Introduction

Interact Worldwide (Interact) a travaillé sur la santé et les droits sexuels et reproductifs avec l'aide de partenaires locaux de la société civile en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Buts et objectifs de l'organisation

Interact est une ONG internationale de développement basée au Royaume-Uni qui possède plus de 30 années d'expérience dans le domaine de l'information et des services de soutien de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans certaines des communautés les plus pauvres du monde. Interact se spécialise dans le travail avec les partenaires locaux grâce à une démarche axée sur les droits de l'homme qui permet aux personnes pauvres et marginalisées de revendiquer comme un « droit » des conditions de base qui leur permettent de vivre dans la dignité et de bénéficier pleinement de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs. Notre travail se concentre spécifiquement sur les communautés et les individus les plus marginalisés, ceux qui, le plus souvent, souffrent de stigmatisation, de discrimination, d'abus et le déni de leurs droits. Notre vision est celle d'un monde où tous les individus sont tous capables de jouir de la santé et du bien-être sexuels et reproductifs et d'exercer leurs droits sexuels et reproductifs. Notre mission est d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des groupes marginalisés et de les aider à réaliser leurs droits sexuels et reproductifs.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Interact a fusionné avec Plan UK le 1^{er} octobre 2009, mais demeure une organisation autonome ayant son propre conseil d'administration dans le cadre de la famille de Plan UK. Cette fusion permet à Interact d'étendre son programme de droits et de santé reproductifs à d'autres pays et d'élaborer de nouveaux modèles d'affaires pour « assurer qu'un nombre accru de jeunes et d'adultes puissent mener des vies plus saines ». Elle confère également à l'organisation une plus grande stabilité financière et un meilleur soutien structurel.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les programmes d'Interact ont contribué à la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs des groupes vulnérables en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Ce résultat a été obtenu en développant la capacité de nos partenaires de la société civile d'offrir des programmes de santé et de droits sexuels et reproductifs fondés sur les droits qui accroissent la demande et facilitent l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et aux services connexes. Notre travail en matière de politiques et le plaidoyer – que nous réalisons avec des partenaires dans le pays, au Royaume-Uni, en Europe et au niveau mondial – est structuré autour de l'encouragement et de la promotion de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé. Nous menons en particulier des activités de plaidoyer par le biais du réseau européen de plaidoyer Compte à rebours 2015 et des activités de santé par le biais d'Action for Global Health, ainsi que par un réseau de plaidoyer transeuropéen. Interact soutient les efforts du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) visant à maintenir la question de la santé et des droits sexuels et reproductifs en tête de l'ordre du jour du Gouvernement du Royaume-Uni.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Mars 2009 : Interact présente une soumission écrite à la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement.

Été/automne 2009 : un représentant de l'organisation a pris part aux discussions entre la société civile et le Gouvernement du Royaume-Uni sur la formation d'ONU-Femmes.

Juin-septembre 2010 : des représentants d'Interact ont participé aux discussions de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, New York, septembre 2010, et ont contribué à l'établissement de son document final; des représentants ont également contribué, par le biais de la société civile à la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants.

Septembre 2010 : l'organisation a participé à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale à New York, et a organisé une présentation au salon des blogueurs de la Fondation des Nations Unies.

Septembre 2010 jusqu'à ce jour : un représentant a contribué à la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant, notamment en organisant des discussions entre la société civile et le Gouvernement du Royaume-

Uni et en formulant des observations sur le forum en ligne d'« Every Woman, Every Child » (« Chaque femme, chaque enfant »).

Coopération avec les organismes des Nations Unies

En mai 2007, le FNUAP a accordé à Interact une subvention de 40 000 dollars pour notre programme de plaidoyer « Renforcer les liens : les nouvelles orientations en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs et la sensibilisation au VIH et au sida ». Interact a reçu une autre subvention du FNUAP au début de 2011 pour soutenir nos activités politiques et de plaidoyer auprès du Gouvernement du Royaume-Uni.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Interact joue un rôle clef dans les deux réseaux de plaidoyer transeuropéens Action for Global Health et Compte à rebours 2015 Europe. Dans le cadre de ces réseaux, Interact a travaillé avec le Gouvernement du Royaume-Uni, les donateurs et la société civile pour sensibiliser le public à l'importance de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'à l'importance de répondre aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale.

7. Association internationale des avocats et juristes juifs

Spécial, 1995

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association internationale des avocats et juristes juifs a été fondée en 1969 et s'efforce de promouvoir les droits de l'homme à l'échelle mondiale, et elle soutient sans réserve la cause du peuple juif. Elle s'efforce de combattre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le négationnisme et les attaques du monde entier contre l'État d'Israël. Elle est représentée auprès des principaux organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme. L'Association a été créée en 1969 en tant qu'association composée d'avocats et de juristes juifs. Son but principal est de promouvoir le respect des droits de l'homme et l'égalité.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué à faire respecter les droits de l'homme des individus par des moyens tels que :

- La présentation d'une contre-déclaration après que le Conseil des droits de l'homme a présenté le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (A/HRC/4/17) (mars 2007);
- La publication d'une déclaration qui a été soumise à la sixième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (janvier 2008);

- La soumission d'une déclaration sur la nomination d'une commission d'enquête par le Conseil des droits de l'homme au sujet des événements du conflit dans la bande de Gaza (avril 2009).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a participé à de nombreuses réunions de l'Organisation des Nations Unies liées à ses activités, y compris :

- Des rencontres avec le Directeur adjoint de la Division de la sensibilisation du public, Département de l'information (septembre 2009);
- Les réunions du Sous-Comité pour l'élimination du racisme du Comité international des ONG sur les droits de l'homme (décembre 2009);
- Des réunions avec le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information (janvier 2010);
- Les manifestations de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste (27 janvier 2010);
- Elle a, en outre, envoyé au Secrétaire général, le 19 septembre 2010, une lettre relative à une déclaration faite à l'Assemblée générale.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- L'Association a fait appel au Comité international de la Croix-Rouge au sujet de Gilad Shalit, le soldat israélien qui est détenu par le Hamas depuis plus de cinq ans, et est intervenue en son nom auprès des groupes de la Croix-Rouge dans 10 pays différents (juin 2010);
- Elle a envoyé une lettre et un rapport à Christian Tomuschat, président de la commission nommée par l'ONU pour enquêter sur « Plomb durci » (août 2010).

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a collaboré avec d'autres associations juives pour organiser les manifestations suivantes :

- Une conférence à Washington, DC, intitulé : « Protection des droits de l'homme et des valeurs démocratiques dans l'ère du terrorisme » (mars 2007);
- Une conférence à Buenos Aires sur le thème « Direction responsable, défis mondiaux et solutions locales » (mai 2007);
- Une action au civil a été présentée au nom de six personnes qui ont perdu leurs proches dans l'attentat à la voiture piégée à Buenos Aires en 1994 (octobre 2007);
- Un avis juridique sur la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pénale internationale faite par le Ministre de la justice de l'Autorité palestinienne a été envoyé au procureur de la Cour (septembre 2009);
- L'Association a tenu à l'Université hébraïque, à l'intention d'une délégation de huit juges, procureurs et fonctionnaires gouvernementaux distingués de Madrid, un séminaire intitulé « La démocratie combat la terreur » (novembre 2009).

8. Association internationale des écoles de travail social

Spécial, 1947

Introduction

L'Association internationale des écoles de travail social est une association mondiale composée d'écoles de travail social, d'autres centres d'enseignement de travail social de niveau tertiaire et d'éducateurs en travail social.

Buts et objectifs de l'organisation

Les membres de l'Association sont unis dans leur obligation d'une quête continue de la justice sociale et du développement social. Dans l'accomplissement de sa mission, l'Association favorise la coopération, la collégialité et l'interdépendance entre ses membres et avec d'autres entités.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'Association a étendu sa présence en Chine.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons continué d'organiser des groupes de discussion sur une base mensuelle et d'y participer.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En tant que coprésidente du Comité d'ONG sur les migrations, l'Association a organisé : une réunion parallèle à celle de la Commission du développement social; une mise à jour sur les Journées de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement de 2010; une conférence sur les migrants en Europe orientale et un exposé de l'Équipe spéciale sur la traite des personnes; l'établissement d'une déclaration sur l'autonomisation des femmes migrantes; un programme organisé à l'occasion de la réunion publique d'information du Département de l'information sur l'impact des migrations sur les familles du monde, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des familles; ainsi qu'un programme visant à marquer la Journée mondiale des réfugiés.

La représentante de l'Association a également participé à des séminaires et conférences organisés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. En avril, elle a présenté un exposé sur les adoptions internationales d'enfants, dans le cadre d'un projet nouvellement créé de l'OIM et de l'UNICEF pour étudier des questions intersectorielles relatives aux enfants et aux migrations dans le monde. En mai, elle a contribué à la planification de la réunion publique d'information du Département de l'information.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La vingt-septième Journée annuelle du travail social de l'ONU a été célébrée à l'Organisation des Nations Unies le 29 mars. Le thème général, « Le travail et la protection sociale : un engagement de partenariat avec les Nations Unies », a été établi de manière à être compatible avec la Réunion tripartite conjointe qui se

tiendra à Hong Kong (Chine) en juin. Les trois sous-thèmes étaient « Les défis de la vie », « L'équité et l'inclusion sociale » et « L'environnement durable ». Sur la base de nos précédentes consultations et discussions tenues pendant la conférence de Hong Kong, nous proposons les domaines suivants en tant que cadre pour le projet préliminaire du Programme mondial, qui sera élaboré et articulé après d'autres consultations : les inégalités sociales et économiques au sein des pays et entre les régions; et les crises économiques récentes et continues et les modalités choisies par les dirigeants mondiaux pour y faire face (par exemple, en utilisant des ressources pour soutenir les systèmes financiers tout en réduisant les ressources pour l'aide sociale et le développement social).

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Notre organisation aurait été en mesure de contribuer davantage à la mise en œuvre des programmes de l'Organisation des Nations Unies si elle ne s'était pas heurtée aux problèmes suivants : les informations sur les réunions et conférences internationales sont rares et arrivent trop tard et le manque de fonds et de représentants (tous bénévoles) rend la participation à des réunions internationales très difficile.

9. Association internationale du barreau

Spécial, 1947

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

2006 : État plurinational de Bolivie – l'accès à la justice

Gambie – l'état de la primauté du droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire

2007 : Colombie – la capacité des institutions responsables d'offrir des recours aux victimes de graves violations des droits de l'homme

République bolivarienne du Venezuela – l'indépendance du pouvoir judiciaire et la profession juridique

Pakistan – réponse à une tentative de destituer le Président de la Cour suprême

Malawi – renforcement du Barreau du Malawi

Ouganda – l'indépendance judiciaire

République islamique d'Iran – l'indépendance de la profession juridique et l'accès à la justice

Zimbabwe – enquête sur le rôle de la police dans l'administration de la justice

Pologne – l'indépendance du pouvoir judiciaire et la profession juridique

2008 : Afrique du Sud – l'indépendance judiciaire

Fidji – l'évaluation de l'état de droit

- Cameroun – enquête sur la torture et les conditions de détention
- Sri Lanka – l’indépendance de la magistrature et la profession juridique
- République démocratique du Congo – besoins du système judiciaire
- Pakistan – l’indépendance judiciaire
- Kenya – l’évaluation des besoins du système judiciaire
- Brésil – assistance technique sur la détention provisoire
- Afghanistan – établissement et maintien d’un barreau indépendant
- 2009 : Zambie – formation juridique permanente
- Jamahiriya arabe libyenne – droits de l’homme, interdiction de la torture et contrôle de la situation des détenus
- République tchèque – le droit international des droits de l’homme pour les Iraquiens
- 2010 : République démocratique du Congo – l’Association a offert une aide au Barreau de Lubumbashi en matière d’éducation juridique permanente
- Libéria – examen de l’Association nationale du Barreau du Libéria
- Brésil – état de droit et justice pénale
- Colombie – indépendance de la profession juridique et garanties d’une procédure régulière

Participation aux réunions de l’Organisation des Nations Unies

- Conseil des droits de l’homme, quinzième session – rencontre avec l’Expert indépendant sur la situation des droits de l’homme au Soudan
- Conseil des droits de l’homme, seizième session – Le Human Rights Institute a invité des avocats du Darfour
- Le Human Rights Institute a assisté à la dixième session de l’examen périodique universel.
- Conseil des droits de l’homme, onzième session – Le Human Rights Institute a participé à des manifestations parallèles des ONG
- Commission d’arbitrage de l’Association internationale du barreau : cinquante-quatrième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) New York, février 2011; cinquante-troisième session de la CNUDCI Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) de Vienne, octobre 2010, et quarante-troisième session de la CNUDCI, New York, juin-juillet 2010
- Commission internationale des projets de construction de l’Association internationale du barreau : dix-huitième session du Groupe de travail I de la CNUDCI (Marchés publics), New York, avril 2010
- Section de l’insolvabilité, de la restructuration et des droits des créanciers de l’Association internationale du barreau : l’Association a assisté à la trente-huitième session de la CNUDCI, Groupe de travail V (Droit de l’insolvabilité), New York, avril 2010; trente-neuvième session de la CNUDCI, Groupe de

travail V (Droit de l'insolvabilité), session de Vienne, décembre 2010, et quarante-troisième session de la CNUDCI, New York, juin 2010

- Commission du droit technologique de l'Association internationale du barreau : réunion de la Commission de la science et la technologie au service du développement de la CNUCED, Genève, mai 2009; Réunion pluriannuelle d'experts de la CNUCED sur les politiques de développement des entreprises et le renforcement des capacités dans les sciences, la technologie et l'innovation, Genève, janvier 2010
- Association internationale du barreau; droit du commerce et droit douanier : Réunion d'experts pluriannuelle de la CNUCED sur les services, le développement et le commerce : aspects réglementaires et institutionnels, mars 2010
- Forum régional africain de l'Association internationale du barreau : examen par la CNUCED de la politique d'investissement du Nigéria, mai 2009
- Forum régional européen de l'Association internationale du barreau. CNUCED : examen de la politique d'investissement du Bélarus, Genève, 2010

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- Stratégie anticorruption pour la profession juridique : programme établi par l'Association internationale du barreau avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation de coopération et de développement économiques
- Les entreprises et la société en quête de solutions : initiative relevant du mandat du Représentant spécial des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme
- Avocats en tant que dirigeants : projet vidéo réalisé avec le Pacte mondial de l'ONU
- Collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : organisation de la première Assemblée générale du Barreau de l'Afghanistan (2008)
- Afghanistan : participation à des groupes de travail sur la primauté du droit et l'accès à la justice – collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

La promotion de la primauté du droit

10. Union catholique internationale de la presse

Spécial, 1951

Introduction

Les quatre dernières années ont été une des périodes les plus intéressantes de l'histoire de l'Union. Un grand nombre de manifestations de formation permanente

ont pu être organisées dans l'esprit des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et en coopération avec les organismes des Nations Unies. Quelque 1 000 journalistes de diverses parties du monde ont assisté chaque année à ces manifestations.

Il existe une demande croissante pour ces types de programmes. Comme le montrent les thèmes des programmes, ils sont tous conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement de l'Organisation des Nations Unies.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'Union sont les suivants :

- Favoriser la réflexion éthique et la recherche;
- Soutenir et coordonner les activités des membres, en insistant sur la fraternité et l'échange réciproque;
- Représenter le journalisme de haut niveau et de haute qualité et la production des médias parmi les institutions et organisations internationales;
- Organiser des congrès pour stimuler la collégialité, le dialogue, l'étude et la réflexion entre les membres sur des thèmes d'actualité, défendre les valeurs humaines dans le journalisme et dans tous les médias et favoriser l'échange d'information et d'expérience professionnelles;
- Encourager la présence et soutenir l'action des professionnels dans les secteurs de l'information et de la communication sous toutes ses formes;
- Promouvoir le développement du journalisme et de la production des médias dans tous les pays dans un esprit de solidarité;
- Prendre toutes les initiatives possibles pour la formation humaine et chrétienne des professionnels des médias, en particulier dans le domaine de l'éthique;
- Promouvoir et défendre le droit à l'information et la liberté d'opinion, notamment en soutenant les journalistes menacés dans l'exercice de leur profession.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

- Il est important que les gens au niveau local aient le pouvoir, sinon le bien-être de tous ne pourra jamais être garanti.
- Ce sont les puissants qui sont responsables de maux tels que l'extrême pauvreté et la malnutrition; les injustices dans le commerce, la monnaie et les services, et la corruption et la domination.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

- L'Union organise chaque année trois ou quatre programmes en conformité avec les principes de l'Organisation des Nations Unies.
- Elle aide les peuples et les nations à prendre conscience des causes réelles des événements et politiques avec l'aide de journalistes et autres spécialistes des médias.
- Elle encourage, défend et soutient les libertés de la presse, de l'information ainsi que la liberté d'expression et le droit à la vie.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Plusieurs de nos journalistes assistent aux réunions de l'ONU dans le monde entier et rendent compte des politiques et réunions de l'Organisation des Nations Unies.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Nous organisons régulièrement des manifestations pour les journalistes, en coopération avec les organismes des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Comme on peut le voir, les thèmes du programme sont tous conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Informations complémentaires

Nous sommes très préoccupés par le fait que l'Organisation des Nations Unies a perdu son rôle politique au cours de la dernière décennie et est, de plus en plus, en train de devenir une agence humanitaire. Nous faisons donc de notre mieux, avec le prestige dont nous jouissons en tant qu'union mondiale des journalistes et de spécialistes des médias, pour réunir, dans nos séminaires, réunions et manifestations, les chefs de gouvernement, les autorités religieuses et les dirigeants de la société civile afin qu'ils puissent mieux exercer leur rôle dans la promotion du bien-être de l'humanité tout entière.

11. Centre international pour le commerce et le développement durable

Spécial, 2003

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

- Projet conjoint sur les brevets et l'énergie propre avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Office européen des brevets;
- Projet conjoint CNUCED-Centre international pour le commerce et le développement durable sur les droits de propriété intellectuelle et le développement durable;
- Projet sur le transfert de technologie pour la production locale de médicaments et de vaccins, en collaboration avec la CNUCED et l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS);
- Projet sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, en collaboration avec la FAO;
- Initiative sur les pays les moins avancés et les travaux préparatoires à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;
- Projet sur les ressources génétiques, l'accès à ces ressources et le partage des avantages.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le Centre a obtenu une accréditation à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (2007) et le statut d'observateur auprès du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (2010). Il a tenu des manifestations parallèles à un certain nombre de ces réunions.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- Réunion sur le commerce, la mondialisation et l'environnement, organisée en collaboration avec le PNUE, tenue parallèlement à la vingt-quatrième session du Conseil d'administration du Forum ministériel mondial sur l'environnement, 5-9 février 2007, Nairobi;
- La pêche à la durabilité : maintenir l'élan pour la réforme des subventions aux pêcheries, réunion organisée conjointement avec le PNUE, le Fonds mondial pour la nature et l'océan, aux côtés du quatrième Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature, 6 octobre 2008, à Barcelone, Espagne;
- Colloque sur le commerce et le développement, Genève 2009, organisé par le Centre international pour le commerce et du développement durable et ses partenaires, y compris le PNUE et la FAO, parallèlement à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, 30 novembre-2 décembre 2009, à Genève;
- Dialogue sur les offices de la propriété intellectuelle et la mise en œuvre du Plan d'action de l'OMPI pour le développement, 18 septembre 2009, Genève;
- Consultation avec le secteur privé sur le changement climatique et les droits de propriété intellectuelle, organisée conjointement avec le PNUE et l'Office européen des brevets, le 8 mai 2009, Genève;
- Journée du commerce et de la diversité biologique, organisée à Genève avec le PNUE et Rio +20, le 22 avril 2010, Genève.

Les publications conjointes avec les organismes des Nations Unies comprennent :

- Indicateurs pour la sélection des produits agricoles spéciaux : Certaines données empiriques, Note d'information conjointe du Centre international pour le commerce et le développement durable et de la FAO, 2007;
- Promouvoir la gestion durable des terres par le commerce : examen des liens entre le commerce, les moyens de subsistance et la gestion durable des terres dans les zones dégradées, Document d'information conjoint du Centre international pour le commerce et le développement durable et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, 2007;
- Lignes directrices pour l'examen des brevets pharmaceutiques : Établir une perspective de santé publique, par Carlos Correa, projet conjoint CNUCED-Centre international pour le commerce et le développement durable, document de travail, 2007.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Compte tenu de la mission du Centre qui est d'autonomiser les parties prenantes dans la politique commerciale par l'information, de dialogue et de renforcement des capacités, et d'influencer le système du commerce international afin qu'il promeuve l'objectif du développement durable, ses travaux sur l'initiative Aide pour le commerce contribue à atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à mettre fin à la pauvreté et à la faim. Il en est de même du programme agricole qui vise à promouvoir la sécurité alimentaire, l'équité et la durabilité environnementale dans les échanges agricoles. Le projet sur le transfert de technologie pour la production locale de médicaments et de vaccins, réalisé en collaboration avec la CNUCED et avec le soutien de l'OMS, appuie l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la lutte contre le VIH/sida. L'objectif de la durabilité de l'environnement est et a été au cœur d'un certain nombre d'initiatives, les programmes, de réunions et de publications du Centre, y compris toutes les activités de sa Plate-forme mondiale sur le changement climatique, le commerce et l'énergie durable, et de son Programme sur l'environnement et les ressources naturelles.

12. International Eurasia Press Fund

Spécial, 2007

Introduction

L'International Eurasia Press Fund est été fondé à l'époque/pendant l'ère de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. À cette époque, ce pays était en plein désarroi et était en guerre contre l'Arménie. À la suite de ce conflit, près d'un million d'Azerbaïdjanais ont été chassés de leur patrie et certains éléments du Gouvernement s'étaient effondrés – y compris la diffusion de l'information.

Avant que l'Azerbaïdjan n'atteigne le statut d'une république indépendante, la pratique courante était que toute l'information passait par le Kremlin à Moscou, et il y avait donc un niveau élevé de censure. Le Fonds a été enregistré auprès du Gouvernement azéri en tant qu'organisme à but non lucratif en septembre 1992.

Buts et objectifs de l'organisation

Le but de l'activité du Fonds est de recueillir des informations objectives sur les zones de conflit armé et de les diffuser ainsi que d'étudier et d'analyser les conflits régionaux dans leur contexte historique, politique et autre dans le but de parvenir à leur règlement pacifique. La solution pacifique du problème du Nagorno-Karabakh est un axe prioritaire des activités du Fonds.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Le Fonds a élaboré des stratégies d'action autour des objectifs du Millénaire pour le développement. Il est ainsi devenu un champion des Objectifs parmi les organisations de la société civile en Azerbaïdjan.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'intention du Fonds était de devenir plus actif en promouvant les mandats de l'Organisation des Nations Unies en Azerbaïdjan et aussi en partageant avec elle les

meilleures pratiques de l'Azerbaïdjan. Au niveau national, le Fonds a continué à promouvoir l'Organisation des Nations Unies auprès des ONG et des organisations de la société civile locales. Il a, en particulier, fait une priorité de la promotion de la démocratie en Azerbaïdjan, sans nécessairement devenir une organisation politique ou s'affilier à parti politique. Les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la promotion des droits des femmes, la gouvernance et le développement économique et social sont au cœur du plan d'action du Fonds.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En juillet 2007, le Fonds a participé à l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social. Le Fonds a également participé à la Foire de l'innovation.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Le Fonds et le bureau du Département de l'information en Azerbaïdjan ont commencé à travailler ensemble en 2010. Leur point focal était de tenir plusieurs réunions dans les régions de l'Azerbaïdjan. Le sujet des discussions serait centré sur les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet effet, en avril 2010, le Fonds, en collaboration avec le Département de l'information, a effectué un voyage au village de Borsunlu (Tartar), afin d'éduquer la population aux risques des mines et de marquer la Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte antimines. Le HCR et le Fonds ont partagé des informations utiles par le biais d'enquêtes sur les conditions de vie et les normes sociales des réfugiés et des demandeurs d'asile en Azerbaïdjan; ces enquêtes ont porté sur les Iraquiens (2008) et les Tchétchènes (2010).

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Au fil des années, le Fonds a entrepris plusieurs activités en partenariat avec diverses organisations basées en Europe et aux États-Unis. Il a également participé à plusieurs conférences et congrès dans le but de partager des expériences sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le renforcement des partenariats pour le développement en Azerbaïdjan.

Informations complémentaires

En tant que membre de l'Institut international de la presse, le Fonds participe chaque année au Congrès mondial de l'Institut et à l'Assemblée générale, il formule également des propositions et soulève des questions liées au développement de médias indépendants en Azerbaïdjan.

13. Fédération internationale des travailleurs sociaux

Spécial, 1959

Introduction

La Fédération internationale des travailleurs sociaux est une fédération mondiale d'organismes nationaux de travailleurs sociaux (syndicats ou associations). Elle se bat pour la justice sociale, les droits de l'homme et le développement social par le biais du développement du travail social, de meilleures

pratiques et de la coopération internationale entre les travailleurs sociaux et leurs organisations professionnelles.

Buts et objectifs de l'Organisation

- Promouvoir le travail social en tant que profession par la coopération et l'action sur une base internationale, en particulier en ce qui concerne les normes professionnelles, la formation, la déontologie et les conditions de travail;
- Soutenir les associations nationales en encourageant la participation des travailleurs sociaux à la planification sociale et à la formulation de politiques sociales;
- Encourager et faciliter les contacts entre les travailleurs sociaux de tous les pays et fournir aux médias des suggestions pour la discussion et l'échange d'idées, par le biais de réunions, de visites d'étude, d'activités de recherche, de l'échange de publications et d'autres moyens de communication;
- Faire connaître la profession au niveau international en établissant des relations avec les organisations internationales, gouvernementales ou bénévoles, opérant dans le domaine de la protection sociale ou intéressés par ce domaine, et aider à la réalisation de programmes de planification, d'action et d'aide sociales parrainés par ces organisations.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

- Diffusion, sur son site Web et par son bulletin, d'informations à ses membres et d'autres sur les activités et les initiatives de l'ONU;
- Renforcement de la cause de la protection et de la promotion des droits de l'homme par les travaux de sa propre Commission des droits de l'homme, qui a établi un nouveau site Web interactif pour une large discussion sur les questions de droits de l'homme;
- Participation de représentants de la Fédération à des sessions importantes de l'Organisation des Nations Unies consacrées aux questions de droits de l'homme, telles que les sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève;
- Organisation des journées de travail social à New York : des administrateurs du PNUD et un délégué du FNUAP ont assisté aux vingt-sixième et vingt-septième Journées annuelles du travail social; le Spécialiste des affaires sociales de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales a fait une déclaration à l'occasion de la vingt-huitième Journée annuelle du travail social.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- La Fédération a soumis une déclaration officielle (E/CN.6/2011/NGO/8) à titre de contribution aux travaux de la Commission de la condition de la femme.
- Pour le groupe de référence de l'UNICEF sur le Plan d'établissement d'un tableau de la protection des enfants, la Fédération a présenté sa réaction sur le projet de clarté conceptuelle et sur l'outil de cartographie et d'évaluation.
- Poursuite des travaux sur un document sur les droits de l'homme et la pauvreté extrême, en vue de finaliser son adoption en 2012

- Au Comité des droits de l'enfant de l'ONU, la Fédération a présenté un document qu'elle étudie avec les membres du Comité.
- En tant que membre du Comité d'ONG de Vienne sur les drogues, la Fédération a participé à plusieurs réunions régulières, ainsi qu'à des manifestations parallèles aux réunions de la Commission des stupéfiants de mars 2009 et 2010.
- La Fédération a contribué, par des discussions sur le Web, aux travaux du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
- Réunions trimestrielles de la Campagne urbaine mondiale tenues à l'Office des Nations Unies à Nairobi
- Participation à la vingt-deuxième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat et publication d'une déclaration en plénière, avril 2009

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Fédération a coopéré avec l'Organisation des Nations Unies par le biais d'un réseau de représentants basés à Genève, Nairobi (à ONU-Habitat), New York et Vienne. La Fédération est, en outre, représentée au sein du Groupe consultatif de l'OMS pour la dixième révision de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

- Publication et distribution aux écoles de travail social, aux associations nationales, etc. de documents de politique internationale sur des sujets tels que les services reproductifs transfrontaliers, la mondialisation et l'environnement et la politique internationale relative au vieillissement et aux adultes plus âgés, et aux personnes déplacées;
- Organisation de conférences mondiales de la Fédération sur le travail social et le développement social, qui ont porté sur plusieurs thèmes liés aux initiatives de l'ONU;
- Lancement de l'Agenda mondial pour le travail social et le développement social à la Conférence mondiale conjointe à Hong Kong (Chine) qui a été organisée en 2010 conjointement avec l'Association internationale des écoles de travail social et le Conseil international de l'action sociale. L'Agenda porte sur les défis majeurs de nos sociétés (voir www.globalsocialagenda.org). Ce lancement a été réalisé en présence du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales.

14. International Fellowship of Reconciliation

Spécial, 1979

Introduction

L'International Fellowship of Reconciliation est un mouvement international pluriconfessionnel d'hommes et de femmes qui ont adopté la non-violence active

comme mode de vie et comme moyen de transformation politique, sociale et économique.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fellowship travaille pour une société mondiale plus pacifique, plus humaine et plus juste par la promotion d'une culture de non-violence, de dialogue et de réconciliation. Ses activités sont menées avec la coopération et le soutien de son réseau de membres, de représentants de l'Organisation des Nations Unies et de personnel international.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fellowship soutient l'Organisation des Nations Unies en participant régulièrement à ses conférences et réunions par le truchement de ses représentants à New York, Genève et Vienne et en en rendant compte dans ses publications.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- Session annuelle de la Commission de la condition de la femme : New York, mars 2007;
- Participation à des réunions publiques du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2010 des parties au Traité de non-prolifération des armes nucléaires et organisation conjointe d'un camp de jeunes sur les questions nucléaires : Vienne, avril-mai 2008;
- Participation à la septième session du Conseil des droits de l'homme : Genève, mars, et présentation d'une déclaration sur la situation des objecteurs de conscience au service militaire;
- Participation à la neuvième session du Conseil des droits de l'homme : Genève, septembre 2008, et présentation d'une déclaration sur la détention arbitraire des objecteurs de conscience au service militaire dans certains pays en contradiction avec le commentaire 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Participation à la dixième session du Conseil des droits de l'homme : Genève, mars 2009, et présentation d'une déclaration en relation avec le groupe de travail sur la détention arbitraire;
- Participation à la dixième session du Conseil des droits de l'homme et présentation d'un exposé oral sur la liberté religieuse : Genève, 2-27 mars 2009;
- Participation aux réunions du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2010 des parties au Traité de non-prolifération des armes nucléaires : New York, 4 au 15 mai 2009;
- Présentation d'un exposé sur la situation des objecteurs de conscience au service militaire à la treizième session du Conseil des droits de l'homme : Genève, septembre;
- Participation à la célébration à l'Organisation des Nations Unies de la Journée internationale de la non-violence : New York, 2 octobre 2010;

- Participation au Séminaire régional sur le Traité sur le commerce des armes; février 2010;
- Participation à la treizième session du Conseil des droits de l'homme et présentation d'une déclaration écrite sur la liberté religieuse : Genève, 1^{er}-26 mars 2010;
- Participation à la troisième session du Groupe de travail sur les populations autochtones : Genève, 10-14 juillet 2010;
- Participation à la cinquième session du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme : Genève, août 2010; un appel a été lancé pour une déclaration sur le droit à la paix;
- Représentation à une réunion spéciale sur la Convention sur les armes à sous-munitions : New York, 19 octobre 2010.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

- La représentante de l'International Fellowship of Reconciliation à l'UNESCO a travaillé en tant que membre des Commissions programmatiques mixtes du Comité de liaison UNESCO-ONG sur la jeunesse et les droits de l'homme.
- À la soixante et unième Conférence du Département de l'information de l'ONU pour les organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme, la représentante de l'International Fellowship of Reconciliation à l'UNESCO a organisé un atelier sur les réponses communautaires au génocide et à la violence de masse : Paris, 3-5 septembre 2008.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

- La représentante de l'International Fellowship of Reconciliation à l'UNESCO a participé à la cent-quatre-vingt et unième session du Comité sur les ONG du Conseil exécutif en évaluant le processus de revitalisation d'un partenariat renforcé pour l'Afrique, l'égalité des sexes et le dialogue interculturel : Paris, 9-10 septembre 2009.
- Dans le cadre de la célébration du vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, la représentante de l'International Fellowship of Reconciliation à l'UNESCO a travaillé au sein du comité directeur des commissions programmatiques mixtes du Comité de liaison UNESCO-ONG : Paris, novembre 2010.

15. Fédération internationale du vieillissement

Général, 1995

Introduction

La Fédération internationale du vieillissement est une organisation non gouvernementale internationale composée de personnes âgées, d'ONG, de gouvernements, d'universités et de sociétés. La Fédération s'emploie à générer des changements positifs pour les personnes âgées au niveau mondial en stimulant,

recueillant, analysant et diffusant des informations sur des politiques et des pratiques efficaces en matière de vieillissement.

Buts et objectifs de l'organisation

Notre objectif principal est de faire progresser le bien-être des personnes âgées au niveau mondial grâce à la création de forums de discussion dans le monde entier, d'échanger et de transférer des connaissances et de renforcer les liens entre les groupes de parties prenantes. Les actions de la Fédération comprennent le travail avec les organes intergouvernementaux sur l'élaboration des politiques; la publication et la diffusion d'informations liées à la politique; l'organisation de réunions sur une base mondiale et régionale; la réalisation de recherches sociales, et la promotion de l'échange d'informations et d'expériences entre les associations de personnes âgées sur les priorités et les questions désignées par l'Organisation des Nations Unies.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

La Fédération a transféré son siège social de Montréal à Toronto (Canada) en mars 2009. Le statut d'organisation de bienfaisance en vertu de l'alinéa 149 1) f) de la loi canadienne relative à l'impôt sur le revenu a été accordé rétroactivement à partir du 13 avril 2006. En conséquence, il y a eu des modifications mineures aux brevets d'invention et aux statuts.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Deux conférences mondiales ont été organisées sur des questions désignées par l'ONU – Orientation prioritaire III du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, relative au vieillissement et la création d'un environnement favorable (4-7 septembre 2008, Montréal), et sur le climat pour le changement, en se concentrant sur le vieillissement en bonne santé, l'inclusion sociale et le changement de financement (3-6 mai 2010, Melbourne).

Deux réunions intergouvernementales privées ont été organisées sur les thèmes « Vieillir sur place » (3 septembre 2008, Montréal) et « Inclusion sociale » (2 mai 2010, Melbourne). Avec HelpAge Asie-Pacifique, la Fédération a convoqué une conférence régionale (1^{er} et 2 mai 2010, Melbourne) pour promouvoir les agendas régionaux sur le vieillissement. Des réunions régionales entre des représentants de la société civile et du Gouvernement ont été convoquées, pour informer, échanger des connaissances et renforcer la compréhension, à Beijing (mai 2008), Istanbul (décembre 2010); Hyderabad, en Inde (novembre 2007) et Akita, au Japon (octobre 2009). Des fonctionnaires de l'ONU ont présenté des exposés à chacune de ces manifestations. Des réunions à contenu spécifique ont été convoquées pour faire avancer l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies en célébrant, par exemple, la Journée internationale de sensibilisation aux abus (16 juin 2009, Toronto), en mettant l'accent sur les activités intergénérationnelles dans les milieux scolaires secondaires.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des déclarations orales et écrites ont été faites de la quarante-cinquième à la quarante-huitième session de la Commission du développement social. En collaboration avec la société civile, la Fédération a contribué à une déclaration

conjointe sur le thème des droits des personnes âgées (2009). Des sessions parallèles ont été organisées en 2009 et 2010. L'IFA était présente de la cinquante-deuxième à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et aux douzième et treizième sessions du Conseil des droits de l'homme (Genève); elle a, en outre, participé à toutes les Journées internationales des personnes âgées et coprésidé la réunion tenue à cette occasion en 2007.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

La Secrétaire général de la Fédération internationale du vieillissement a participé et était paneliste à la réunion du groupe d'experts du FNUAP sur la garantie d'un environnement favorable (Istanbul, octobre 2007); le Président de la Fédération a participé à la réunion du groupe d'experts sur les droits des personnes âgées (Bonn, mai 2009); Le Directeur de la Fédération pour les relations internationales a pris part la réunion du groupe d'experts sur le projet des dispositifs médicaux prioritaires (Genève, octobre 2007). La Fédération a assuré la participation d'une personne âgée à un panel organisé à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées (2009), le Secrétaire général de la Fédération collabore avec le projet du FNUAP sur la situation des personnes âgées dans le monde 2012 (2010 à ce jour). La Fédération travaille en étroite collaboration avec les coordonnateurs du Département des affaires économiques et sociales sur le vieillissement et les incapacités; et avec le secrétariat de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Des représentants de la Fédération ont fait, au cours de diverses réunions à l'intérieur et à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, des déclarations publiques sur l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement en particulier quant au rôle des personnes âgées. Dans ses déclarations à la Commission du développement social, la Fédération a souligné l'importance de travailler en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies en vue de la réalisation des objectifs.

Informations complémentaires

La Fédération continue de croître en suscitant un intérêt particulier à tous les niveaux du Gouvernement en conséquence directe des réunions semestrielles de hauts responsables gouvernementaux.